

L'ENVIRONNEMENT

LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À
L'EXPORTATION D'EAU DOUCE

M. Bob Wenman (Fraser Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Comme les chiffres publiés par les Nations Unies à la Conférence mondiale de l'alimentation à Rome indiquent que la demande globale d'eau douce va augmenter de 240 p. 100 au cours des cinq prochaines années et que le gouvernement n'a aucune politique pour l'exportation d'eau canadienne, le premier ministre va-t-il encore nous dire qu'il ne faut pas faire comme le chien du jardinier qui ne mange pas de chou, mais empêche les autres d'en manger et que, si nous ne nous servons pas de notre eau, autant la vendre?

M. l'Orateur: A l'ordre.

* * *

LES CONFLITS D'INTÉRÊT

LE MÉCONTENTEMENT AU SUJET DES DIRECTIVES—
DEMANDE DE DÉCLARATION FRANCHE DES AFFAIRES

M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi): Monsieur l'Orateur, on a rendu publiques la semaine dernière les permutations et les complexités des déclarations d'intérêt des ministres de la Couronne en matière de conflit d'intérêts—fiducie à fonds bloqués, fiducie à gestion autonome, exagérations, tout, monsieur l'Orateur. Étant donné la réaction évidente du premier ministre à cette situation déroutante, est-il prêt, avec tous ses ministres, à exiger qu'ils déclarent au grand jour leurs affaires, y compris leur actif et leur passif, et qu'ils en donnent connaissance au greffier de la Chambre, pour se comporter comme le reste des Canadiens?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le député pêche apparemment sa propre forme de franchise. Les principes qui guident le cabinet ont été exposés à la Chambre. Nous les discuterons volontiers si la Chambre désire en discuter, mais le cabinet s'en tient à ces principes.

M. Grafftey: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Étant donné que traditionnellement ce n'est pas une question que l'on demande au député de débattre, mais une question relevant du leadership du premier ministre, le premier ministre est-il prêt à résoudre lui-même la question? Mon action en tant que député n'a rien à voir avec ce que le premier ministre décide pour lui-même et pour son cabinet. Le premier ministre est-il prêt à appuyer énergiquement le genre de procédure que j'ai suggéré?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je suis disposé à exercer, et en fait j'exerce, le genre de leadership qui me paraissait le meilleur. Le leadership que nous suivons n'est pas celui du député. D'ailleurs, ses autres collègues ne le suivent pas non plus.

M. l'Orateur: Le député peut poser une dernière question supplémentaire.

M. Grafftey: Est-ce que de nombreuses personnes de ce pays n'ont pas clairement fait entendre au premier ministre depuis les déclarations de la semaine dernière que les Canadiens ne sont pas satisfaits des fiducies à gestion

Questions orales

autonome fiducies à fonds bloqués et de cette sorte de chose?

M. Trudeau: Non, monsieur l'Orateur, cela n'a pas été clairement exprimé. J'ai entendu le député exprimer cette opinion, mais je ne l'ai pas vue appuyée par un mouvement de foule général, pas même de la part de ses propres collègues du parti conservateur.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LES RÉPERCUSSIONS DES RESTRICTIONS FINANCIÈRES SUR
LES OPÉRATIONS MILITAIRES

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. On insiste de plus en plus sur les ressources marines, la pollution au large de nos côtes et la nécessité d'une présence dans le Nord, aussi le ministre peut-il nous expliquer pourquoi on a réduit les opérations du commandement maritime à tel point que nous n'avons plus qu'un vol tous les six mois dans le Nord, à peu près aucune patrouille côtière et aucun exercice commun avec nos alliés de l'OTAN?

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, j'ai sous les yeux les chiffres pour le mois dernier. Il y a eu en octobre 15 vols Argus et 15 vols Tracker. Cela représentait au total 150 heures de vol pour l'Argus et 67 heures pour le Tracker. Il y a eu davantage de vols au cours des mois précédents, mais cela confirme que les vols de surveillance se poursuivent régulièrement.

M. Nowlan: Je voudrais poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. A propos des chiffres qu'il vient de donner, le ministre peut-il nous dire s'il s'agit, bien de vols d'entraînement, indispensables à la formation des hommes et peut-il nous confirmer qu'il n'y a eu aucun vol en direction ou au-dessus du Nord, cette région dont parle tant, et qu'il n'y en a pas de prévu d'ici la fin de la présente année financière?

Pour terminer, monsieur l'Orateur, le ministre peut-il nous dire quelles sont les choses que nous faisons auparavant et que nous ne faisons plus depuis qu'il a imposé des restrictions financières?

M. Richardson: Monsieur l'Orateur, je viens de répondre que les vols de surveillance se poursuivaient. Certains d'entre eux sont des vols d'entraînement, mais au-dessus de l'Atlantique. Nous avons effectivement réduit le nombre de vols vers le Nord et aucune date n'a été fixée pour le prochain vol dans cette direction.

LES RÉPERCUSSIONS DES RESTRICTIONS FINANCIÈRES SUR
LES EFFECTIFS MILITAIRES

M. J. M. Forrestall (Darmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire, même s'il serait peut-être plus approprié de soulever la question de privilège. Le ministre sait que sa réponse n'est que de la foutaise et que la situation est très grave. Ma question supplémentaire découle d'une réponse donnée par le ministre des Finances, qui, en expliquant ses observations hier soir, a signalé à la Chambre que le gouvernement n'avait pas l'intention de réduire les effectifs de la Fonction publique du Canada. Je demande au ministre de